



# FRANCE – PALESTINE SOLIDARITÉ 04

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901

---

Le 21 janvier 2017

La réunion prévue le lundi 16 janvier aux Mées a dû être annulée en raison de motifs médicaux pour certains ou de contraintes diverses pour d'autres, les quelques rescapés étant trop peu nombreux pour tenir une réunion productive ! Ce qui conduit à reporter la réunion du CA à la seconde quinzaine de février.

Mais le samedi 14 janvier nous étions nombreux au marché de Manosque pour une action BDS (Boycott– Désinvestissement–Sanctions) avec une large distribution du tract "Je boycotte" et des signatures de pétitions en nombre appréciable.

Vous serez donc privés, chers adhérents et sympathisants, du somptueux compte rendu habituel que vous étiez en droit d'attendre, mais à titre de consolation et en raison d'une actualité assez fournie concernant la Palestine, voici l'aperçu de ce qui aurait été le point "questions d'actualité" de ce compte rendu inexistant.

Les nombreux liens qui sont proposés permettent d'en savoir plus sur les points abordés, ils renvoient principalement au site national de France-Palestine Solidarité.

## 1. La résolution 2334 du Conseil de sécurité de l'ONU

C'est l'Égypte qui, au départ, avait déposé le projet de résolution pour le retirer rapidement à la demande de Netanyahou. On sait que Sissi et Netanyahou ne s'entendent pas trop mal, en particulier pour ce qui concerne le blocus de Gaza. Mais la volte-face de l'Égypte n'a pas condamné son initiative. Quatre membres non permanents du Conseil de sécurité – la Nouvelle-Zélande, la Malaisie, le Sénégal et le Venezuela – ont pris le relais pour promouvoir la résolution dans une version identique. La résolution a finalement été adoptée, le 23 décembre 2016, par 14 des 15 membres du Conseil de sécurité avec l'abstention des États-Unis qui, et c'est rare, n'a pas cette fois mis son veto.

Il faut remonter à 1980 pour qu'une résolution analogue (résolution 465 du 1<sup>er</sup> mars 1980) soit votée à l'unanimité (donc y compris par les États-Unis). Cette résolution allait même plus loin que la 2334 puisqu'elle demandait dans son article 6 de "démanteler les colonies de peuplement existantes" tandis que la 2334 demande simplement d'arrêter les activités de peuplement et rappelle l'obligation faite à Israël de démanteler tous les avant-postes de colonies établis depuis mars 2001 (et non les colonies elles-mêmes).

Voici le lien vers le texte de la résolution 2334 tel qu'il figure (en français) sur le site de l'ONU :

[http://www.un.org/fr/documents/view\\_doc.asp?symbol=S/RES/2334\(2016\)](http://www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=S/RES/2334(2016))

Le bureau du premier ministre israélien Benyamin Netanyahou a aussitôt rejeté cette « résolution anti-israélienne honteuse » et annoncé qu'Israël ne s'y conformera pas. De plus, tandis que la communauté internationale ne lui a jamais imposé de sanctions en dépit de nombreuses résolutions de l'ONU condamnant sa politique de colonisation, Israël se permet de prendre des mesures de rétorsion contre les pays qui ont maintenu le projet de résolution 2334 (rappel des ambassadeurs, arrêt de l'aide économique au Sénégal).

L'attitude de Barak Obama, en fin de mandat, est appréciable mais trop tardive. Il règle ainsi ses comptes avec Nétanyahou et pose un jalon avant l'arrivée de Trump qui s'annonce dévastatrice, notamment avec la nomination de David Friedman au poste d'ambassadeur des États-Unis en Israël. À ce propos, Ury Avnery, dans une chronique du 28 décembre, livre un florilège des déclarations de Friedman qui révèlent bien le personnage : <http://www.france-palestine.org/Ne-l-envoie-pas>

Pour en savoir plus sur l'attitude des Etats-Unis, accusés d'abandon par Israël (malgré l'aide militaire de 38 milliards de dollars qui vient d'être accordée), voici une analyse de Piotr Smolar dans le Monde du 24 décembre 2016 :

<http://www.france-palestine.org/Le-Conseil-de-securite-de-l-ONU-adopte-une-resolution-condamnant-la>

Le discours de John Kerry, du 29 décembre, qui réaffirme que la solution à deux États est la seule voie possible, a des allures de testament :

<http://www.france-palestine.org/Israel-la-diplomatie-americaine-insiste-sur-la-necessite-d-une-solution-a-deux>

## 2. Débats sur les solutions à un ou deux états.

Tandis que l'ONU, par la résolution 2334, réaffirme son attachement à la solution à deux états, position officielle des diplomaties française et américaine, l'évolution de la situation sur le terrain (développement de la colonisation en Cisjordanie et à Jérusalem Est), conduit certains à considérer que cette solution est déjà morte et que le combat doit porter sur l'avènement d'un seul état vraiment démocratique (car cet état ne peut se prétendre à la fois juif **et** démocratique), c'est la position de Gideon Levy, "le journaliste le plus haï d'Israël", membre de la direction du quotidien Haaretz (*Haaretz*, samedi 7 janvier 2017) :

*"La route d'un seul état mène à l'une des deux destinations : un état d'apartheid ou un état démocratique. Il n'y a pas de troisième option. Les discours croissants à propos d'annexion et de législation anti-démocratique attestent qu'Israël pose actuellement les fondations idéologiques et légales pour la mise en place de la première option, un état d'apartheid. La bataille contre cette politique doit se focaliser sur la promotion de la seconde option, un état démocratique."*

<http://www.france-palestine.org/La-solution-a-deux-Etats-est-deja-morte>

À l'opposé, d'autres considèrent que la solution à deux états est la seule qui permette d'empêcher la formation d'un état d'apartheid. La population des colons n'étant pas du tout homogène, le démantèlement de beaucoup de colonies est encore envisageable

Ainsi, Uri Avnery, dans un article du 17 janvier, estime-t-il que rien n'est irréversible et qu'il serait trop dommage « de voir tous les efforts et tous les espoirs de 120 années sombrer dans le marécage d'un sordide et détestable petit État d'apartheid ». <http://www.france-palestine.org/Yes-We-Can>

## Une douzaine d'ambassadeurs français appellent à la reconnaissance de l'État de Palestine

*Texte collectif publié dans Le Monde du 9 janvier*

À l'approche de la conférence internationale sur le Proche-Orient qui s'est tenue le 15 janvier à Paris, des ambassadeurs français, dans un texte collectif, estimaient que tout le monde aurait à gagner à la reconnaissance, y compris Israël.

<http://www.france-palestine.org/La-France-doit-reconnaitre-l-Etat-palestinien-avant-qu-il-ne-soit-trop-tard>

**Une délégation d'intellectuels et d'anciens ambassadeurs israéliens présente la « pétition des 1200 » :**  
« Soutien à la conférence de paix de Paris et appel à reconnaître maintenant la Palestine »

*Communiqué de Gush Shalom (Bloc de la Paix), vendredi 13 janvier 2017*

Les signataires demandent la fin immédiate de l'occupation (qui entre dans sa 50ème année), la création d'un État de Palestine souverain et indépendant aux côtés de l'État d'Israël, et la reconnaissance de l'État de Palestine comme membre à part entière de l'Organisation des Nations Unies.

Il y a parmi les signataires le lauréat du Prix Nobel Daniel Kahneman, 20 lauréats du Prix d'Israël, cinq ambassadeurs israéliens, l'ancien Procureur Général Michael Ben-Yair, l'ancien Ministre Yair Zaban, et cinq anciens députés à la Knesset.

<http://www.france-palestine.org/Une-delegation-d-intellectuels-et-d-anciens-ambassadeurs-israeliens-presente-la>

### 3. Conférence internationale sur le Proche-Orient

Il n'y avait sans doute pas grand-chose à espérer de cette conférence, qui a tout de même eu le mérite de se tenir à Paris le 15 janvier, rassemblant 70 pays, dont les États-Unis représentés par John Kerry, mais en l'absence des Palestiniens et des Israéliens.

« La conférence qui se tient aujourd'hui à Paris est une conférence futile », a déclaré Netanyahu. « Elle a été coordonnée par les Français et les Palestiniens avec le but d'imposer à Israël des conditions incompatibles avec nos besoins nationaux », a-t-il estimé.

De leur côté, les Palestiniens soutiennent l'initiative de la France, affirmant que des années de négociations avec l'État hébreu n'avaient pas permis de mettre fin à l'occupation de la Cisjordanie.

La déclaration finale reprend les termes de la résolution 2334 sur l'arrêt de la colonisation et la solution à deux états mais n'envisage aucun moyen contraignant pour y parvenir, en voici le texte :

<http://www.ambafrance-mt.org/Conference-pour-la-paix-au-Proche-Orient-declaration-conjointe>

#### Stopper la folie Trump, reconnaître la Palestine

*Communiqué du Bureau national de l'AFPS, lundi 16 janvier 2017*

La conférence de Paris pour la paix au Proche-Orient a marqué l'adhésion de la communauté internationale à la résolution 2334 du Conseil de sécurité. La déclaration finale, qui n'a pas été signée par le Royaume-Uni, est cependant loin des ambitions affichées par la diplomatie française il y a deux ans, se bornant à évoquer des mesures incitatives sans proposition de calendrier de négociation. La question de « comment amener Israël à négocier sur la base du droit international » n'y figure pas et demeure sans réponse.

La France doit cesser toute activité économique avec les colonies israéliennes. Elle doit, sans tarder, et comme elle s'y était engagée au lancement de cette initiative, reconnaître l'État de Palestine dans ses frontières de 1967 avec Jérusalem Est comme capitale.

Le Bureau national

<http://www.france-palestine.org/Stopper-la-folie-Trump-reconnaitre-la-Palestine>

#### Londres choisit le rapprochement avec Trump au détriment de l'unité européenne

*Piotr Smolar et Jean-Pierre Stroobants, Le Monde, mercredi 18 janvier 2017*

Le Royaume-Uni a refusé de signer la déclaration finale de la conférence de Paris soutenant une « solution à deux États » et a empêché, le lendemain, la validation de ses conclusions par l'UE. La diplomatie française a été victime, à Bruxelles, de l'entreprise de séduction britannique auprès de Donald Trump. C'est ainsi qu'on analysait, à Paris, l'échec subi, lundi 16 janvier, lors du conseil des ministres des affaires étrangères de l'Union européenne.

<http://www.france-palestine.org/Sur-le-Proche-Orient-Londres-choisit-le-rapprochement-avec-Trump-au-detriment>

### 4. Les médecins palestiniens refusent de nourrir de force les grévistes de la faim

*Bettina Bermans, 972 Mag, mercredi 4 janvier 2017*

En juillet 2015, la Knesset a adopté une loi autorisant les tribunaux à ordonner aux médecins de nourrir de force les grévistes de la faim palestiniens. Selon les recherches menées par les Médecins pour les Droits de l'Homme-Israël, les équipes hospitalières dans le pays ont résisté aux pressions des services de sécurité dans le but de briser les grèves de la faim et de punir les grévistes. Depuis l'adoption de la loi, il n'y a eu qu'un seul cas dans lequel l'état a menacé d'utiliser la loi.

Toutefois, depuis que la plupart des médecins ont refusé de nourrir de force les patients, les autorités l'ont suffisamment compris pour décider de ne pas essayer de faire usage de la loi. Dans la plupart des cas, les personnels médicaux ont respecté la volonté et l'autonomie de leurs patients, en refusant de contrevenir aux principes fondamentaux de l'éthique médicale.

<http://www.france-palestine.org/Les-medecins-israeliens-refusent-de-nourrir-de-force-les-grevistes-de-la-faim>



## Israël arrête de nouveau un ancien gréviste de la faim palestinien

*L'Orient le Jour avec AFP, mercredi 18 janvier 2017*

Israël a de nouveau arrêté le journaliste palestinien Mohammed al Qiq, 34 ans, qui avait mis sa vie en danger en 2016 en menant une grève de la faim de plusieurs semaines contre sa détention, ont indiqué mardi sa famille et les autorités israéliennes.

<http://www.france-palestine.org/Israel-arrete-de-nouveau-un-ancien-greviste-de-la-faim-palestinien>

## 5. Le procès du soldat assassin

*Le Monde, mercredi 4 janvier 2017 et Le Monde, jeudi 5 janvier 2017*

Elor Azaria, un soldat franco-israélien âgé de 20 ans, est actuellement en jugement pour le meurtre par balles d'Abd al-Fatah al-Sharif, âgé de 21 ans, le 24 mars 2016. Al-Sharif avait blessé à coups de couteau un militaire israélien à Hébron, en Cisjordanie. Le procès concerne essentiellement le fait qu'Azaria a tiré sur Sharif alors qu'il gisait déjà par terre, blessé par des forces de sécurité israéliennes.

Le tribunal militaire israélien de Jaffa a déclaré Elor Azaria coupable d'homicide. La sentence sera prononcée à une date ultérieure.

Une partie de la droite israélienne érige Azaria en « héros qui aurait abattu un terroriste de sang-froid ».

Après avoir, dans un premier temps, condamné l'acte, le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, a téléphoné au père de l'accusé pour lui témoigner de son soutien. « Nous avons une armée, qui est la base de notre existence. Les soldats de cette armée sont nos fils et nos filles ; nous devons rester au-delà de tout différend. (...) Je soutiens la grâce demandée pour Azaria. »

Cette démarche a provoqué la colère de hauts gradés de l'armée, qui considèrent le geste du jeune soldat « contre les ordres, contre la loi et contre nos valeurs ».

Deux conceptions de la présence militaire s'opposent, entre un état-major fidèle aux règles d'engagement et à la loi israélienne, et une minorité nationaliste religieuse qui invoque la « loi juive » et considère que les soldats engagés en terrain hostile doivent pouvoir ouvrir le feu en cas de simple soupçon.

En remettant sa démission en mai, Moshe Yaalon (ancien ministre de la défense) a d'ailleurs appelé les officiers à dénoncer cette « minorité extrémiste » qui fragilise « les valeurs de l'armée israélienne »

<http://www.france-palestine.org/Verdict-attendu-dans-le-proces-du-soldat-israelien-qui-avait-abattu-un>

<http://www.france-palestine.org/Israel-Netanyahou-demande-la-grace-du-soldat-israelien-qui-a-acheve-un>

## Des responsables israéliens ont encouragé les forces de l'ordre à « tirer pour tuer »

*Human Rights Watch, lundi 2 janvier 2017*

Human Rights Watch a documenté de nombreuses déclarations faites depuis octobre 2015 par des personnalités politiques israéliennes de haut rang, dont les ministres de la Police et de la Défense, appelant la police et les forces armées à tirer sur des individus suspectés d'attentats pour les tuer, avant même de déterminer si le recours à la force létale est, ou non, absolument nécessaire pour protéger des vies.

<http://www.france-palestine.org/Israel-Palestine-Des-responsables-israeliens-ont-encourage-les-forces-de-l>

## 6. Les objectrices de conscience

*Yael Marom, 972 Mag, lundi 16 janvier 2017*

L'armée israélienne a envoyé, le lundi 9 janvier, deux objectrices de conscience en prison pour la quatrième fois, cinq jours seulement après qu'elles aient purgé leur troisième peine d'emprisonnement.

**Tamar Ze'evi**, 19 ans, et **Tamar Alon**, 18 ans, se sont présentées à la base militaire d'incorporation de Tel Hashomer où elles ont déclaré leur refus de rejoindre l'armée et de prendre part à l'occupation, ce pourquoi elles ont été condamnées à 30 jours de détention. L'armée a également décidé de séparer les deux femmes, et les ont envoyées dans



deux prisons différentes. À la fin de cette dernière période de prison, elles auront passé un total de 74 jours derrière les barreaux pour avoir refusé de servir dans l'armée.

<http://www.france-palestine.org/L-armee-israelienne-condamne-deux-objectrices-de-conscience-a-la-prison-pour-la>

L'AFPS vous appelle à soutenir ces deux jeunes objectrices en leur envoyant des courriels à l'adresse de l'organisation Mesarvot, réseau de soutien aux objecteurs et objectrices de conscience en Israël, qui fera suivre vos messages : [solidarity.mesarvot@gmail.com](mailto:solidarity.mesarvot@gmail.com)

Mesarvot préfère que les gens envoient une lettre personnalisée plutôt qu'une lettre type. Cette lettre peut être rédigée en français ou autre langue, ce n'est pas gênant.

Notre soutien est d'autant plus précieux que la société israélienne rejette et condamne celles et ceux qui refusent de faire l'armée allant jusqu'à les considérer comme des traîtres.

Mettre l'AFPS en copie [afps@france-palestine.org](mailto:afps@france-palestine.org)

## 7. Trois anniversaires : 1917, 1947, 1967

- Le 2 novembre 1917 : Le ministre britannique des Affaires étrangères, Arthur Balfour, adresse une lettre ouverte au baron Lionel Rothschild, l'un des plus ardents défenseurs de la cause sioniste au Royaume-Uni :  
*« Le gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif, et emploiera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif, étant clairement entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte ni aux droits civils et religieux des collectivités non juives existant en Palestine, ni aux droits et au statut politique dont les Juifs jouissent dans tout autre pays. »*

- L'année 1947 : le Royaume-Uni renonce à son mandat sur la Palestine et laisse aux Nations-unies le soin de décider du sort du pays. La résolution 181 prévoit la division de la Palestine en deux États : un État juif et un État arabe. Jérusalem étant placée sous contrôle international. À cette époque, les Juifs représentaient moins de 35 % de la population et se voyaient attribuer plus de 55 % du territoire palestinien. Une guerre a éclaté et les armées des pays arabes voisins ont été vaincues par les milices sionistes. Israël ayant dépossédé plus de 700 000 palestiniens et détruit plusieurs centaines de villages palestiniens, son territoire s'étendait sur 78 % de la Palestine au moment de la signature de l'armistice. Cette période marque les heures les plus sombres de l'histoire de la Palestine, et reste connue sous le nom de *nakba*, ou catastrophe.



- Le troisième anniversaire de l'année 2017 est associé à la guerre de 1967 qui a vu, une nouvelle fois, la défaite des armées des pays arabes voisins de la Palestine, ainsi que l'occupation par Israël de la totalité du pays, y compris de la ville de Jérusalem et de la bande de Gaza.

<http://www.france-palestine.org/2017-une-annee-pour-se-souvenir-de-trois-sombres-anniversaires-dans-l-histoire>

## 8. Autres informations

### **Le Hamas et le Fatah annoncent un accord pour former un gouvernement palestinien d'unité**

*Haaretz, mercredi 18 janvier 2017*

L'annonce d'un accord entre le Fatah, le Hamas et l'ensemble des formations palestiniennes, à la suite des discussions engagées à Beyrouth puis à Moscou, est un signe encourageant pour la refondation de l'OLP comme représentant de l'ensemble du peuple palestinien pour la constitution d'un gouvernement d'unité nationale.

<http://www.france-palestine.org/Le-Hamas-et-le-Fatah-annoncent-un-accord-pour-former-un-gouvernement>

Déclaration du Bureau national : L'AFPS salue fraternellement l'ensemble des Palestiniens qui se battent pour surmonter des divisions qui ne servent que la politique coloniale de l'occupant.

<http://www.france-palestine.org/Soutenir-l-entente-nationale-palestinienne>

### **La première ambassade de Palestine inaugurée près le Saint Siège**

*RCF, mardi 17 janvier 2017*

En présence du président de l'autorité palestinienne, le pape François a inauguré la première ambassade de Palestine, au Vatican. Un geste fort.

<http://www.france-palestine.org/La-premiere-ambassade-de-Palestine-inauguree-pres-le-Saint-Siege>

### **Ouverture à Gaza d'une importante usine de dessalement**

*L'Orient le Jour avec AFP, vendredi 20 janvier 2017*

La plus importante usine de dessalement dans la bande de Gaza, construite avec une aide internationale pour un territoire qui souffre d'une pénurie aigüe d'eau potable, a été partiellement ouverte jeudi.

La première partie de cette usine a été ouverte à Deir al-Balah dans le centre de la bande de Gaza et va fournir de l'eau potable à 75.000 habitants. L'Union européenne a financé deux phases du projet en accordant une aide de 10 millions d'euros. Avec l'achèvement de la deuxième phase, l'usine pourra fournir 12.000 m<sup>3</sup> d'eau quotidiennement, permettant de subvenir aux besoins de 150.000 personnes.

### **Graves incidents lors de la destruction d'un village bédouin**

*Piotr Smolar, Le Monde, jeudi 19 janvier 2017*

<http://www.france-palestine.org/En-Israel-graves-incident-lors-de-la-destruction-d-un-village-bedouin>

### **La démolition de maisons palestiniennes en Israël, c'est la Nakba qui continue**

*Jihad Abu Raya, Middle East Eye, vendredi 20 janvier 2017*

<http://www.france-palestine.org/La-demolition-de-maisons-palestiniennes-en-Israel-c-est-la-Nakba-qui-continue>

### **L'État hébreu détruit des installations financées par l'UE**

*France info, lundi 16 janvier 2017*

En Israël, les structures humanitaires financées par l'Union européenne jugées illégales sont souvent détruites. L'État hébreu détruit des installations financées par l'UE À l'entrée du désert du Néguev.

<http://www.france-palestine.org/Israel-l-Etat-hebreu-detruit-des-installations-financees-par-l-UE>

### **2700 unités de logements au sud de Bethléem dans l'attente de l'investiture de Trump**

*Ma'an News, vendredi 20 janvier 2017*

Des drapeaux américains ont été hissés jeudi, sur le « carrefour Etzion » qui constitue l'entrée principale des colonies de peuplement « Gush Etzion » érigé sur les terres palestiniennes au sud de Bethléem.

Dès que la nouvelle administration américaine sera en place Netanyahu ratifiera les plans de construction.

C'est pour cela que nous avons hissé les drapeaux américains pour exprimer notre reconnaissance et notre soutien pour le nouveau président.

<http://www.france-palestine.org/2700-unites-de-logements-au-sud-de-Bethleem-dans-l-attente-de-l-investiture-de>

### **Non au financement de la colonisation par la région PACA**

*Vendredi 30 décembre 2016*

Christian Estrosi, Président de la région Provence Alpes Côte d'Azur, annonce un don de 50 000 € de la région au fond national juif -KKL- connu pour son activité coloniale. Voici qu'un élu français, par sa seule personne, estime contrebalancer la position diplomatique de la France. Nous ne laisserons pas Christian Estrosi utiliser notre argent pour financer des projets illégaux en piétinant le droit international et la dignité du peuple Palestinien. Une pétition figure dans le lien ci-dessous :

<http://www.france-palestine.org/Non-au-financement-d-Israel-par-la-region-PACA>

=====